

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 27 (1969)

Heft: 3

Artikel: Les aspects nouveaux de l'enseignement social du christianisme contemporain

Autor: Biéler, André

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136468>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les aspects nouveaux de l'enseignement social du christianisme contemporain

André Biéler, professeur
D'ès sciences économiques, Genève

Dans la revue *Finances et Développement* publiée par le Fonds monétaire international et le Groupe de la Banque mondiale¹, le directeur de l'Institut de développement économique dépendant de cette banque met en évidence l'importance des croyances religieuses qui sont à l'origine du développement économique. « La croissance économique », écrit-il, en citant W. A. Lewis, « est fonction des attitudes à l'égard du travail, de la richesse, de l'épargne, de la natalité, de l'invention, des étrangers, de l'aventure, etc., et toutes ces attitudes ont leur source dans des mobiles humains profonds ».²

Si l'on admet que le christianisme a été, dans une mesure assez importante, l'un des facteurs déterminants du développement économique et social de l'Occident, il n'est pas sans intérêt de suivre l'évolution de sa pensée et d'examiner l'attitude critique que les Eglises chrétiennes de toutes confessions adoptent aujourd'hui à l'égard du développement mondial dans l'espoir d'en améliorer les bienfaits et d'en corriger les méfaits.

Les grands rassemblements œcuméniques qui ont eu lieu ces dernières années, aussi bien au sein de l'Eglise romaine que dans la famille des confessions non romaines qui groupe la majorité des baptisés de la terre, ont conduit à des conclusions assez voisines. L'examen des documents pontificaux ou conciliaires et des textes issus des grandes conférences mondiales convoquées par le Conseil œcuménique des Eglises atteste, en dépit de différences notables, de singulières convergences. Cela est dû d'abord au fait que le point de départ de la réflexion des Eglises chrétiennes, l'éthique judéo-chrétienne contenue dans la Bible, est commun à toutes les confessions et d'autre part que la confrontation des phénomènes socio-économiques contemporains avec cette éthique est entreprise partout avec la collaboration d'experts et de spécialistes laïcs de toutes les disciplines concernées.

Or il convient de remarquer que si le résultat de ces confrontations est assez identique dans toutes les confessions, il accuse par ailleurs un assez fort désaccord avec les conceptions traditionnelles reçues et encore très fortement implantées dans la mentalité des chrétiens de ce temps. Et comme ces conceptions traditionnelles sont dans une très large mesure amalgamées avec les idéologies dominantes de notre

¹ Mars 1969, p. 47 sq.

² W. ARTHUR LEWIS: *La théorie de la croissance économique*, Payot, 1963, p. 18-19.

époque, il en résulte d'assez fortes tensions entre les milieux pensants ou dirigeants des Eglises chrétiennes et la masse des fidèles ou des adeptes plus ou moins lointains du christianisme établi.

Pour évaluer ces divergences et mettre en évidence les aspects nouveaux de l'enseignement social du christianisme, il faut recourir à un document exceptionnellement représentatif. Il s'agit du Rapport de la Conférence de Beyrouth qui s'est tenue dans cette ville du 22 au 27 avril 1968 et qui est la première conférence mondiale des Eglises chrétiennes catholiques, protestantes et orthodoxes, sur les problèmes de la coopération des nations pour le développement. Le but de cette rencontre était de définir une position commune des Eglises chrétiennes confrontées aux problèmes politiques, économiques et sociaux du développement. Pour la première fois dans leur histoire depuis la Réforme, note le professeur Gilbert Blardone¹ (un expert de cette conférence), tous les chrétiens, sur un pied d'égalité et dans un organisme commun, non seulement ont étudié ensemble l'un des problèmes parmi les plus difficiles dont dépend l'avenir de l'humanité entière, celui du développement du tiers monde, mais sont arrivés à définir une position commune sur ce problème.

Dans la liste des participants de cette rencontre on remarque la présence d'experts parmi les plus qualifiés de toutes les parties du monde, assistés de personnes responsables des grandes organisations internationales (M. Raul Prébisch, directeur général de la CNUCED, M. Philippe de Seynes, secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales, M. André Philip, directeur du Centre de développement de l'OCDE, etc.)

QUELLE EST VOTRE RAISON DE PARLER ?

La première question qui surgit à l'esprit de chacun et qui s'est tout naturellement posée aux représentants des Eglises est la suivante: la mission spécifique des Eglises les autorise-t-elle à parler de problèmes qui, par ailleurs, relèvent des sciences politiques, économiques et sociales? Ne convient-il pas de maintenir une stricte séparation entre ce qui, dans l'existence de l'homme, appartient à sa vie spirituelle et ce qui touche à son état temporel?

Sans entrer dans le détail du débat de principe qui fait l'objet d'innombrables études, notons que les Eglises chrétiennes sont actuellement unanimes à rejeter radicalement le cloisonnement arbitraire des activités humaines que la science elle-même reconnaît comme strictement interdépendantes. Il n'est pas question pour elles de vouloir substituer aux données exactes des sciences humaines des impératifs éthiques qui leur feraient violence. Il s'agit simplement de mettre en évidence le fait que les objectifs économiques d'un groupe ou d'une société (régionale, nationale ou mondiale) n'ont pas de valeur dernière en soi et ne sauraient revendiquer

¹ *Croissance des Jeunes Nations* n° 78, juin 1968.

une priorité quelconque par rapport à d'autres objectifs humains et sociaux nécessaires à l'accomplissement plénier de la destinée humaine; ils n'ont de justification que par rapport aux fins globales de l'homme et dans la mesure où ils sont assujettis à celles-ci.

A côté des coûts économiques d'une opération quelconque que la science peut souvent calculer, il y a des coûts humains divers provoqués par cette même opération; ceux-ci sont évalués subjectivement et de façon non quantifiable par les groupes différents de la société qui en font les frais et ils conditionnent ainsi les valeurs prioritaires de ces groupes. Aucun projet économique ne peut donc se réaliser sans tenir compte des projets et des valeurs non économiques d'un groupe ou d'une société à certains moments de son évolution historique globale; et c'est en négligeant ces facteurs non économiques que l'on aboutit souvent aux plus grandes catastrophes économiques.

Or, la foi chrétienne commande aussi à l'homme certaines priorités qui motivent son action. Et la combinaison de ces divers facteurs et de ces diverses priorités constitue l'éthique chrétienne d'un lieu et d'un moment donné. C'est cette combinaison nouvelle, motivée par les rapides changements technologiques, économiques et sociaux de ces dernières décennies, qui est en train de bouleverser sensiblement l'échelle des valeurs de l'éthique chrétienne traditionnelle¹. Et pour comprendre la nature de ces changements, il convient de considérer à la fois les prémisses théologiques sur lesquelles se fonde cette éthique et le cadre historique changeant qui lui donne le champ de son application.

LA DIMENSION SOCIALE DE LA FOI CHRÉTIENNE

La première redécouverte que sont en train de faire les Eglises est l'indissociable unité de la responsabilité sociale du chrétien et de sa foi spirituelle. S'il est vrai que Dieu parle à l'homme, cette parole même contient le souci du sort temporel immédiat du prochain. Dieu nous parle, dit le rapport de Beyrouth, à travers les demandes de nos frères humains qui réclament du pain, du travail, des soins médicaux, l'instruction, c'est-à-dire la dignité humaine et la justice. Comme à Caïn, il nous demande: « Où est ton frère Abel? » Et, lorsque, comme Caïn, nous répondons: « Suis-je le gardien de mon frère? », il dit: « La voix du sang de ton frère crie de la terre jusqu'à moi ». (Genèse ch. 4, v. 9-10)². Cette certitude

¹ Par *éthique chrétienne traditionnelle* nous entendons la morale moyenne reçue et transmise dans les milieux chrétiens de la bourgeoisie occidentale après la révolution industrielle. Cette morale plonge ses racines dans des systèmes éthiques théologiques assez divers selon les confessions mais est dominée par les pratiques communes de la bourgeoisie occidentale. L'éthique de la Réforme et celle du Moyen Age étaient fort différentes, de même que certains enseignements plus récents des Eglises qui n'ont pas passé dans la masse des fidèles.

² Les Eglises face au problème du développement. Rapport de la Conférence de Beyrouth. Conseil œcuménique des Eglises et Commission pontificale justice et paix. Genève, 1968. 68 p. (p. 14).

repose sur les deux données primordiales de la foi chrétienne: la foi au Dieu créateur de tous les hommes et de la terre entière; et la foi au Christ rédempteur, œuvrant en chaque créature de Dieu pour le salut spirituel *et temporel* de toute l'humanité. Nous croyons, explique le rapport, que c'est la volonté de Dieu que nous nous intéressions au développement pleinement humain du monde¹. Les chrétiens ont à la base de leur intérêt humain la croyance que Dieu a créé les hommes pour qu'ils soient les maîtres de la terre. L'incarnation de son Fils — la Parole faite chair et habitant parmi nous — éclaire l'importance que Dieu attache au rôle de l'homme dans son économie ... Nous voyons l'action de Dieu dans l'histoire à la fois dans et par Jésus-Christ et son Eglise, et dans le monde qui semble être en dehors de l'Eglise².

Le rapport insiste donc sur le fait qu'il ne saurait y avoir pour les chrétiens d'un côté une foi religieuse qui serait indépendante du souci du prochain et de l'autre une activité pratique et économique ou un comportement social qui seraient indépendants de la foi. Se fondant sur l'appel des prophètes de l'Ancien Testament et sur les enseignements du Christ, les Eglises proclament que la *vraie observance religieuse* consiste à « détacher les chaînes de la méchanceté, dénouer les liens de la servitude, renvoyer libres les opprimés et rompre toute espèce de joug; partager son pain avec celui qui a faim, et faire entrer dans sa maison les malheureux sans asile » (Esaïe ch. 58, v. 6-7). Car, déclare Jésus-Christ en parlant du Jugement Dernier: « Toutes les fois que vous n'avez pas fait ces choses à l'un de ces plus petits, c'est à moi que vous ne les avez pas faites. » (Matthieu ch. 25, v. 45)³.

LA DIMENSION POLITIQUE DE LA FOI CHRÉTIENNE

A cette redécouverte, assez bouleversante pour la piété de beaucoup de croyants, de l'indissociable liaison du religieux et du social, les Eglises perçoivent avec toujours plus de clarté et proclament avec une insistance croissante que la responsabilité spirituelle et sociale du croyant ne peut plus se limiter à ses rapports inter-individuels mais comporte une responsabilité personnelle envers les structures et les institutions qui conditionnent la vie des sociétés et des individus. Cette affirmation représente pour l'enseignement traditionnel des Eglises un changement d'optique encore plus révolutionnaire que le précédent⁴. Nous ne sommes pas seulement responsables de notre attitude personnelle, dit le Rapport de Beyrouth, mais aussi des institutions politiques et économiques qui font naître la pauvreté, l'injustice et la violence. Les connaissances nouvelles et les moyens d'action modernes

¹ *Ibid.*, p. 14.

² *Ibid.*, p. 18.

³ *Ibid.*, p. 14.

⁴ Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas toujours eu dans la tradition chrétienne des éléments d'un tel enseignement.

dont disposent les hommes leur donnent la possibilité et leur font par conséquent un devoir de modifier ces institutions. Il appartient donc aux chrétiens de prendre conscience de la dimension politique nouvelle que comportent leurs responsabilités ¹.

De cette affirmation majeure, sur laquelle nous reviendrons, découle une quantité de conséquences pratiques énumérées dans le rapport et qu'il serait trop long de rapporter ici. Ce rapport précise en outre que, si elle est sérieuse et si elle veut être fertile, cette prise de conscience doit s'accompagner d'une confession de culpabilité. Car l'inconscience des chrétiens en ce domaine (en dehors des mouvements marginaux du « christianisme social ») est à l'origine de bien des malheurs de l'humanité.

NÉCESSITÉ D'UNE CONFESSION DE CULPABILITÉ DES CHRÉTIENS

A la lumière de ces deux affirmations de base, il apparaît clairement que le christianisme historique n'a pas accompli pleinement sa mission au cours des dernières générations, contemporaines des bouleversements de la révolution industrielle, et qu'il doit assumer une part importante de la responsabilité des pays puissants qui ont laissé engendrer les déséquilibres tragiques que révèle la situation économique du monde. Nous savons qu'en tant que chrétiens, dit le rapport, nous n'avons pas souvent prêté l'oreille à ces paroles et que nous sommes personnellement responsables du gaspillage des ressources que Dieu a données au monde ². Cette responsabilité est actuellement d'autant plus lourde que les moyens de connaissance, d'action et d'information ne permettent plus à quiconque de justifier son indifférence ou son inaction à l'égard des souffrances du monde. Aujourd'hui, dit le rapport, notre responsabilité a acquis une dimension nouvelle. . . Pour la première fois dans l'histoire, nous savons que tous les hommes pourraient bénéficier de la prospérité qui, jusqu'à maintenant, a été réservée à la minorité. Les nouvelles possibilités de la technique transforment les rêves en réalités. . . Non seulement nous disposons des moyens nécessaires, mais encore nous n'avons pas l'excuse d'ignorer quelles sont les conditions de vie des hommes sur l'ensemble de la planète. La terre est une et l'on ne peut pas plus excuser les inégalités considérables entre les différents continents et nations qu'à l'intérieur d'une même nation ³.

Dans la perspective chrétienne, une telle confession de culpabilité n'est pas paralysante ou inhibante. Elle est au contraire une condition pour que les chrétiens retrouvent leur liberté à l'égard des contraintes et des conformismes extérieurs. Car ils vont avoir à lutter contre une autre tradition, pesante et contraignante, dans laquelle ils se sont trop souvent laissés enfermer: l'allégeance trop exclusive aux impératifs nationaux faisant obstacle à la création d'une société mondiale.

¹ *Ibid* p. 14 et 15.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 15.

A L'UNIVERSALITÉ DE L'ÉGLISE CORRESPOND L'INTÉGRATION MONDIALE DES NATIONS

Si les deux affirmations dominantes de l'enseignement social contemporain des Eglises chrétiennes (à savoir que la foi comporte nécessairement une dimension sociale et une dimension politique) sont déjà singulièrement bouleversantes par rapport à l'enseignement traditionnel, que dire de l'insistance nouvelle avec laquelle les Eglises appellent tous les croyants du monde à renverser l'ordre de leurs priorités dans leurs préoccupations politiques? L'enseignement traditionnel, fortifié par toutes les doctrines nationalistes profanes, confiait, en effet, aux chrétiens, comme premier devoir politique, le souci de la communauté nationale. Et ce n'est qu'accessoirement, et même rarement, qu'il leur faisait un devoir de s'intéresser aux autres nations et de lutter pour la paix et la justice internationales.

Le document de Beyrouth atteste que nous sommes à un point de bascule de l'histoire. Sans minimiser l'importance, pour le chrétien, des devoirs nationaux, et en soulignant au contraire, par exemple, l'impérieuse nécessité dans laquelle se trouvent les nations jeunes de développer leur conscience nationale et de placer les intérêts nationaux au-dessus des considérations locales et tribales, les Eglises soulignent avec une surprenante persévérance le fait que nous sommes résolument entrés dans l'ère nouvelle d'une société mondiale planétaire qui, si elle doit respecter la pluralité des particularités nationales, n'en est pas moins une et solidaire. Il importe donc que les chrétiens prennent la première place dans la lutte pour la constitution d'une société planétaire cohérente et organique, dotée des institutions nécessaires à son développement.

La motivation profonde de ces recommandations, qui prennent souvent un tour très énergique dans l'appel à l'action, n'est pas un pur opportunisme historique comme il pourrait sembler au premier abord. Il s'agit, au contraire, pour les chrétiens, de reconnaître que les conditions historiques extérieures commencent enfin à être réunies pour permettre à l'humanité de réaliser la plénitude de son destin qui est universel. Et cette universalité n'est pas imaginée à partir de quelque utopie fantaisiste. Elle correspond au contraire à la destinée profonde des nations, préfigurée par l'Eglise qui, par essence, est catholique et œcuménique, c'est-à-dire universelle.

Ce changement d'optique est très important. Il se fonde sur une modification des bases de la réflexion théologique. Car l'enseignement traditionnel de l'éthique chrétienne ne reposait généralement, pour fonder les devoirs de l'existence temporelle, que sur la doctrine de la création qui postulait volontiers la division du monde en nations comme une donnée insurpassable de la nature; et il ne rapportait à l'œuvre de réconciliation du Christ que ce qui touchait à la destinée éternelle et spirituelle de l'homme. Au contraire, l'enseignement social nouveau des Eglises contemporaines repose sur une redécouverte fondamentale de l'enseignement de l'Évangile, selon lequel l'action de rédemption et de réconciliation du Christ affecte dès maintenant (et même s'ils n'en sont pas conscients) la destinée de tous les hommes et de toutes les nations. En redécouvrant donc la portée cosmique de l'œuvre du

Christ, insérée dans la trame de l'histoire profane de tous les peuples, les Eglises prennent conscience de l'importance relative des appartenances raciales et nationales par rapport à l'unité mondiale fondamentale de l'humanité. La notion de communauté planétaire unique apparaît constamment dans le Rapport de Beyrouth qui lance un appel aux chrétiens les incitant à renverser l'ordre de leurs priorités. La Conférence demande, dit ce rapport, à tous les citoyens chrétiens d'accorder leur appui au développement et que ce soit de leur part un engagement permanent, d'employer tous les moyens dont ils disposent pour organiser des campagnes en faveur du développement et de faire pression sur les gouvernements, les partis, les dirigeants et les organismes jusqu'à ce que l'humanité tout entière puisse vivre avec espoir et jouir d'un bien-être suffisant dans une communauté planétaire unique¹. Cette mondialisation des rapports humains exige aussi bien une nouvelle éducation capable de développer le sentiment de citoyenneté mondiale² qu'une action politique tenace pour mettre en place les institutions politiques et économiques, supranationales, régionales et mondiales³, intégrées dans un système pluraliste respectant la diversité des particularités nationales et régionales⁴.

Sur ce point, les Eglises sont catégoriques et insistent avec d'autant plus de force que cette vision des conséquences politiques et sociales de la foi chrétienne universelle a été singulièrement négligée jusqu'ici dans la compréhension et l'éducation des chrétiens. Une foi, dit le rapport, qui ne se préoccupe pas d'édifier un monde juste et fraternel ne peut pas vraiment être appelée chrétienne⁵. Il faut créer la conviction que l'édification d'un ordre mondial fait partie intégrante de la foi chrétienne et qu'une marque distinctive du vrai christianisme réside dans la volonté de collaborer à cette fin avec les autres chrétiens et avec les hommes de toutes les religions et de toutes les cultures⁶. L'opinion chrétienne, ajoute encore le rapport, devrait encourager l'élaboration de politiques vraiment internationales et appuyer le renforcement des agences internationales, centrales et régionales. Elles sont les instruments qui donnent le plus d'espoir pour la gestion de l'économie humaine mondiale et ce sont elles qui expriment le mieux l'élan nécessaire à l'établissement d'institutions vraiment planétaires⁷.

Les conséquences pratiques de ce renouveau spirituel universel du christianisme sont innombrables. Elles commandent non seulement des modifications radicales dans le comportement externe, politique et social des chrétiens, mais encore des transformations dans la vie interne des Eglises et de leur piété. Le rapport recommande aux autorités ecclésiastiques de réviser fondamentalement le contenu et les méthodes de leur enseignement afin de faire prendre conscience aux chrétiens

¹ *Ibid.*, p. 13.

² *Ibid.*, p. 43.

³ *Ibid.*, p. 14.

⁴ *Ibid.*, p. 44.

⁵ *Ibid.*, p. 44.

⁶ *Ibid.*, p. 46.

⁷ *Ibid.*, p. 51.

de la force prophétique et de la richesse étonnante avec lesquelles la Bible entrevoit et proclame la croissance de l'homme vers la justice planétaire et la fraternité mondiale¹. Il les engage à faire appel à la coopération des artistes et des hommes de lettres pour préparer des chants nouveaux, des cérémonies et des liturgies nouvelles pour célébrer l'unité de l'humanité².

DE LA DIACONIE DES SYMPTÔMES A LA DIACONIE DES CAUSES

La compréhension nouvelle de la responsabilité collective des chrétiens à l'égard des destinées du monde implique, entre autres transformations, une modification des activités diaconales des Eglises. Les efforts sociaux des chrétiens et des institutions ecclésiastiques, tant sur le continent européen qu'outre-mer, sont bien connus. Ils sont inscrits dans l'histoire et ils sont liés à l'image familière du Bon Samaritain. Le nombre d'instituts d'éducation, de relèvement et de soins aux victimes de toutes les misères humaines créés et entretenus par des chrétiens dans le monde entier est considérable. Rien que pour le travail social entrepris dans les pays en voie de développement, on compte que les Eglises protestantes, catholiques romaines et orthodoxes dépensent ensemble environ 250 à 300 millions de dollars chaque année. On estime qu'au moins 40.000 à 50.000 personnes sont salariées par les Eglises dans les mêmes régions, sans compter les prédicateurs et les évangélistes. Les Eglises chrétiennes fournissent ensemble des services aux pays en voie de développement dont le budget dépasse celui de tous les bureaux de développement des Nations Unies et des fonds spéciaux réunis³. Certes, cette aide pourrait être encore accrue; et des campagnes sont entreprises dans ce sens dans d'innombrables pays. Mais le fait que les Eglises ont pris conscience de la nature des fléaux sociaux qui, bien souvent, peuvent être corrigés par des mesures conjoncturelles et structurelles dépendant d'une action politique, met en question de façon radicale leurs méthodes traditionnelles d'action. Vont-elles continuer, comme par le passé, à consacrer le principal de leurs efforts et de leur aide financière aux soins à donner aux victimes des injustices de la société ou bien, sans négliger cet aspect important et permanent de leur ministère, vont-elles faire des efforts nouveaux pour corriger les causes de ces injustices, de caractère politique et économique? Cette question est en train d'ouvrir, au sein des Eglises, un débat de fond qui va modifier sensiblement leurs conceptions et leurs activités. Aujourd'hui, dit le rapport de Beyrouth, notre responsabilité a acquis une dimension nouvelle, parce que les hommes ont maintenant la possibilité d'éliminer les causes du mal, alors qu'auparavant ils ne pouvaient qu'en éliminer les symptômes⁴. Le rapport ajoute: nous demandons aux agences chrétiennes à l'œuvre dans le domaine de l'assistance directe de souligner dans leur

¹ *Ibid.*, p. 44.

² *Ibid.*, p. 45.

³ RICHARD DICKINSON: *Les Eglises et le développement socio-économique dans le tiers monde*. Conseil œcuménique des Eglises. Genève, 1968, p. 50.

⁴ Rapport de Beyrouth, *op. cit.*, p. 14.

travail la nécessité de changer les conditions mauvaises qui nécessitent l'assistance¹. Et il donne un exemple: il faut nourrir les enfants affamés aujourd'hui. Mais la transformation de l'agriculture leur permettra de se nourrir eux-mêmes demain.

DIGNITÉ ET AMBIGUÏTÉ DE LA TECHNIQUE

On peut aussi considérer comme relativement nouveau dans l'histoire chrétienne le fait que les Eglises reconnaissent à la technique moderne la possibilité d'un service spirituel authentique et cessent de sous-entendre qu'il y aurait un antagonisme latent entre technicité et spiritualité. Bien que cette conception n'ait pas encore pénétré dans les croyances communes de beaucoup d'adeptes de la religion chrétienne, il convient d'en noter la claire affirmation dans le Rapport de Beyrouth et dans de nombreux textes ecclésiastiques similaires plus ou moins récents. Non seulement la foi et la technique sont comptatibles, mais encore le ministère d'amour dont sont chargés les Eglises et les chrétiens ne peut pas ignorer les multiples techniques de développement par lesquelles cet amour peut s'exprimer².

Toutefois, s'il est vrai que l'on peut déceler ici et là un optimisme un peu naïf tendant à confondre globalement le progrès technique et le développement économique avec la volonté de Dieu³, cette accession de l'Eglise à une conception adulte de la technique ne l'empêche pas de déceler et de proclamer l'ambiguïté morale et spirituelle de tout le processus de développement technologique et économique. Nous vivons, précise le rapport, dans un monde où des hommes en exploitent d'autres. Nous connaissons la réalité du péché et la force de son emprise sur les êtres humains et sur nos institutions politiques et économiques⁴.

Une telle vision des choses, pleinement réaliste, si elle est stimulante pour l'action, interdit par ailleurs aussi bien tout excès d'optimisme que toute propension au pessimisme ou au nihilisme à l'égard de la nouvelle civilisation technique.

La vocation d'homme et de chrétien exige donc une participation active au développement global, matériel et spirituel de l'humanité. Nous, hommes, dit le rapport, nous sommes faits pour être dynamiques, progressistes, imaginatifs, aventureux, créateurs. Notre tâche au xx^e siècle, la tâche de tous les hommes, est de développer et de répartir ensemble les richesses du monde de manière que tous les hommes puissent en bénéficier et atteindre leur pleine stature d'homme. Le but, c'est le vrai développement de l'homme. Le développement économique et social est une partie nécessaire du développement de l'homme⁵. Mais l'ardeur qu'exige

¹ *Ibid.*, p. 54.

² *Ibid.*, p. 19.

³ *Ibid.*, p. 15 et 16.

⁴ *Ibid.*, p. 16. Notez ici encore cet aspect nouveau de la conception du *péché* qui dénature non seulement les êtres humains mais encore les institutions politiques et économiques. Ce qui commande leur réforme permanente et interdit toute conception rigide, toute idéologie définitive ou tout système clos.

⁵ *Ibid.*, p. 16.

cette entreprise ne saurait en masquer les difficultés. Les espérances des hommes, dit le rapport, étant si grandes et leurs exigences si insistantes, il ne nous est pas possible d'espérer les satisfaire rapidement. Nous savons que nous aurons à travailler pendant des générations pour développer le monde, c'est pourquoi nous ne désespérons pas des retards qui peuvent intervenir, tant que nos actions d'aujourd'hui ont un délai fixé et des objectifs immédiats, s'inscrivant dans un processus de développement à long terme. Nous osons donc penser, lorsque nous jouons notre rôle dans cette œuvre, que ce que nous faisons fait partie de la création continue de notre monde par Dieu, fait partie de son plan pour les hommes ¹.

Et c'est précisément la certitude de cette vocation qui interdit tout découragement. Certains sont cyniques, ajoute le rapport, certains désespèrent de la bonne volonté des autres, certains se consolent en pensant que l'on ne peut rien faire... Mais nous ne désespérons pas, malgré la résistance des hommes et des institutions, malgré les retards et les déceptions, parce que nous savons que ce monde appartient à Dieu et qu'en Christ se trouve le pardon et la possibilité de recommencer chaque jour à nouveau, pas à pas. Dieu veut le développement du monde. Il vainc et il vaincra le péché ².

Un tel réalisme, à la fois dynamique et critique, ne peut pas se concevoir sans une volonté permanente de réforme des structures et des institutions toujours à modeler en faveur d'un meilleur développement global de tout l'homme et de tous les hommes.

LA NÉCESSITÉ DE CHANGEMENTS RAPIDES ET LE PROBLÈME DE LA VIOLENCE

Nous avons déjà souligné le fait très important que la conception nouvelle qu'ont les Eglises chrétiennes de la mission personnelle, sociale et politique des hommes ne se fonde plus seulement, comme autrefois, sur la notion d'une création aux besoins de laquelle pourvoit la providence de Dieu, mais qu'elle est étroitement liée à la notion du Royaume nouveau inauguré par le Christ travaillant dans le monde à l'avènement d'une humanité nouvelle. Il est vrai que cette humanité restaurée ne connaîtra son plein épanouissement que dans un temps qui n'est pas le nôtre; il n'en demeure pas moins que l'enfantement de cette nouvelle création a déjà commencé et que son avènement se poursuit par l'action permanente du Christ dans le cœur des hommes ici-bas. Et si l'Eglise est le lieu où l'on reconnaît cette action, elle n'en a pas le monopole et il lui appartient d'en *désigner les signes* partout où elle discerne dans le monde un développement et une promotion de l'homme offrant quelque analogie avec la nouvelle création.

Cette vision nouvelle de la société, entièrement tournée vers l'avenir, a des conséquences pratiques véritablement révolutionnaires par rapport aux conceptions

¹ *Ibid.*, p. 16 et 17.

² *Ibid.*, p. 16.

traditionnelles. Car l'ancienne vision d'une société ne se fondant que sur la notion d'une création passée était très statique et conservatrice. En fait, elle a conduit la majorité des chrétiens à redouter les changements extérieurs de la société et à se confiner dans une politique plus orientée vers le passé que vers l'avenir, volontiers timorée et indifférente aux progrès, généralement conservatrice. Au contraire, si le monde entier est gros d'un devenir permanent qui l'oriente vers le Royaume de Dieu, entrevu comme sa destination dernière, le temporel est alors chargé d'un dynamisme créateur qui donne une signification spirituelle à toute action politique orientée vers un réel progrès; parce que ce progrès, dont l'authenticité se mesure à l'image de l'homme nouveau qu'est le Christ, illustre de façon toujours lointaine, mais pourtant certaine, la venue de ce Royaume.

Le rapport de Beyrouth fait part de ce changement radical d'optique et mentionne les conséquences qui en découlent aussi bien pour les Eglises que pour l'action de la société. Nous savons dit-il, que, bien que le monde soit toujours en train de changer, nos Eglises en tant qu'organisations, clergé et laïcs, sont trop lentes à changer et trop prêtes à résister aux changements. Nous savons que dans les pays développés les Eglises ne sont pas nécessairement très développées et que les Eglises des pays non développés ne sont pas nécessairement sous-développées.

Nos institutions politiques et sociales résistent aussi aux changements. Beaucoup d'hommes sont trop satisfaits de leur héritage confortable et trop peu désireux de répondre aux demandes légitimes des hommes, leurs frères. Un grand nombre d'entre nous, la totalité peut-être, craint le changement. Nous avons peur d'être dérangés et de perdre ce que nous possédons souvent injustement et aux dépens des autres. Plus profondément, nous avons peur de l'insécurité du changement, de l'inconnu, de l'avenir, ainsi que de l'aspect imprévisible des circonstances. Mais le changement peut apporter les possibilités humaines plus pleines auxquelles nous aspirons, et permettre aux hommes de produire la richesse qui permettra de satisfaire les besoins de tout le monde. Nous découvrons notre vraie humanité en travaillant avec les autres pour changer les institutions dépassées et pour créer des richesses nouvelles. Nous saluons ce monde du changement dans lequel nous voyons Dieu continuellement à l'œuvre, détruisant les voies du péché, restaurant, ranimant, renouvelant, là où « les choses qui étaient brisées sont relevées, les choses vieilles sont rajeunies, et toutes choses marchent à leur perfection par Celui dont elles tirent leur origine: Jésus-Christ » (prière du v^e siècle). Mais là où la peur des structures injustes ou rigides, où la puissance des intérêts particuliers s'opposent aux changements, le développement apparaît impossible ¹.

Cette vision résolument positive du changement est peut-être trop unilatérale. Mais elle paraît salutaire à une chrétienté traditionnellement trop portée au conservatisme. On sait que de nombreux chrétiens, placés aujourd'hui dans des situations historiques telles que les changements de structures politiques et sociales

¹ *Ibid.*, p. 19 et 20.

nécessaires au développement des masses misérables semblent impossibles sans le recours à la violence, s'interrogent très gravement sur la compatibilité ou l'incompatibilité de cette violence avec leur foi chrétienne. Or, l'éthique chrétienne relative à l'usage des armes est en train de subir un changement considérable, du fait même de la nouvelle optique théologique dont nous venons de parler et à cause aussi d'une analyse beaucoup plus fine des situations politiques historiques dans lesquelles se trouvent placés les chrétiens.

L'éthique traditionnelle, qui reposait sur la notion statique des ordres de la création, enseignait invariablement et de façon massive les deux vérités traditionnelles bien connues: est légitime l'usage des armes pour la défense du statu quo politique, à l'intérieur et à l'extérieur; et est illégitime l'emploi de la violence pour modifier ce statu quo, de l'intérieur ou de l'extérieur, (à l'exception du tyrannicide). Et comme, dans la société occidentale du moins, les pouvoirs religieux et les pouvoirs politiques étaient assez proches, les Eglises ne se faisaient pas faute, quand l'intérêt du prince ou de la nation l'exigeait, de faire une entorse à ces principes et de légitimer la violence contre le statu quo politique, dans toutes les guerres d'expansion nationale ou coloniale; elles refusaient par contre toute légitimation spirituelle aux mouvements de rébellion interne, quelle que soit la nature du régime considéré. Pourtant, bien qu'il n'ait encore gagné que des zones restreintes du christianisme, le renouveau spirituel œcuménique qui, depuis plusieurs décennies, traverse toutes les confessions, ne tolère plus de semblables simplifications. Il exige au contraire de la part des chrétiens une réflexion plus sérieuse. Et il proclame, avec une unanimité qui apparaît dans tous les documents récents des confessions les plus diverses, d'une part, le droit de résistance aux impératifs de l'Etat requérant le port des armes en vue d'une conquête ou dans des conditions tenues pour injustes et le droit également de prendre les armes contre l'Etat qui fait acte de violence camouflée en défendant un statu quo interne oppressif. (Extension moderne de l'ancien droit du tyrannicide). (Nous laissons de côté le droit de l'objection de conscience, reconnu également maintenant sans exception par toutes les confessions). Ces dispositions, on le voit, qui font des chrétiens des êtres adultes, capables d'assumer librement leur responsabilité à l'égard des autorités, sont grosses de promesses et lourdes de conséquences. Elles éloignent le temps de la justice arbitraire de certaines autorités identifiant l'intérêt général à celui d'un groupe social ou d'une nation, mais elles exigent en même temps de la part des chrétiens et des Eglises une meilleure connaissance des faits politiques, économiques et sociaux, (et donc une meilleure éducation); elles exigent aussi une meilleure connaissance des techniques d'action non violente, un entraînement plus généralisé à leur usage en même temps qu'une réduction des investissements pour les moyens violents.

Par leur propre histoire, dit le Rapport de Beyrouth, beaucoup de pays développés savent quels ont été les résultats amers des résistances aux changements. Il appartient à l'amour dynamique et courageux de vaincre de telles résistances. Il peut y avoir des révolutions non violentes. Tous nos efforts doivent tendre à effec-

tuer le changement sans violence. Si la justice est mise en cause par le statu quo et que ses défenseurs se refusent à autoriser le changement, la conscience des hommes pourra alors les pousser, en dernier ressort, à prendre, en toute clarté, sans haine et sans rancœur, la pleine responsabilité de s'engager dans une révolution violente. Un lourd fardeau pèserait alors sur ceux qui ont résisté aux changements ¹.

Tous les chrétiens, ajoute le rapport, portent une lourde responsabilité à l'égard d'un monde où il peut sembler « normal » de dépenser 150 milliards de dollars par an en armements et où il est cependant difficile de réunir plus de 10 milliards de dollars pour la coopération économique et sociale ². Si les hommes limitaient le désordre du monde et consacraient leurs énergies à la réalisation de la paix et non à la préparation de la guerre, tous en bénéficieraient. C'est pourquoi la Conférence demande instamment que tous les gouvernements, séparément ou en commun, révisent leurs priorités et accordent au développement et à la coopération l'attention particulière et le prestige conférés traditionnellement à la défense ³. On voit bien que des modifications aussi radicales dans l'éthique sociale du christianisme ne peuvent ni passer inaperçues, ni éviter de susciter de vives controverses. Le rapport mentionne la nécessité d'assumer ces conflits et de les dépasser.

ASSUMER ET DÉPASSER LES CONFLITS

Le christianisme semble retrouver aujourd'hui, sur la place publique, la virilité et la spiritualité combatives qui ont toujours marqué ses périodes de renouveau et qui semblaient manquer aux générations précédentes, trop absorbées par les problèmes confessionnels. Il prend de plus en plus conscience de l'autonomie de son éthique par rapport à celle des groupes sociaux et nationaux qui visent à la seule défense de leurs intérêts. Et il voit clairement que son éthique entre nécessairement en conflit avec ces éthiques partielles; il réalise, en conséquence, que c'est sur le plan d'un engagement politique et social nouveau que ses membres doivent accepter les sacrifices de prestige, d'amour propre et d'intérêt que commande la confession de leur foi. Car les intérêts particuliers, déclare le rapport, l'emportent souvent sur le bien commun et empêchent toute réforme constructive dans le domaine de la réforme agraire, de l'industrialisation, du régime fiscal ou encore dans d'autres domaines importants. Dans certains cas, des intérêts étrangers s'opposent au progrès. Souvent, les attitudes, les habitudes et les traditions freinent le développement ⁴. Nous vivons dans un monde où règnent les malentendus, les conflits, les intérêts divergents et des mythes trompeurs sur autrui ⁵. Mais ces conflits peuvent et doivent être surmontés dans la collaboration avec tous les hommes, sans discrimination, idéolo-

¹ *Ibid.*, p. 20.

² *Ibid.*, p. 9.

³ *Ibid.*, p. 13.

⁴ *Ibid.*, p. 24.

⁵ *Ibid.*, p. 20.

gique ou religieuse. Il importe pour cela que les chrétiens, comme nous l'avons déjà dit, reconnaissent leur part de responsabilité dans la facilité avec laquelle ils confondent leur éthique propre avec celle de leur groupe social; et qu'ils soient prêts à chercher des solutions nouvelles sans parti pris.

Nous, chrétiens, confesse le rapport, admettons notre part de responsabilité dans les divisions et les haines du monde. Nous ne prétendons pas posséder déjà les réponses. Nous les cherchons encore, en collaboration avec tous les hommes. Nous essayons de voir quelle est la volonté de Dieu à notre époque et nous sommes prêts à collaborer pour cela avec les adeptes des autres religions. Nous croyons que nous sommes fidèles à nous-mêmes lorsque nous essayons humblement de servir tous les hommes et de travailler avec tous les hommes pour le développement vraiment humain du monde en jouant ainsi un rôle dans la solution des conflits entre les hommes. Nous pouvons avoir une vision du monde dans laquelle les nantis et ceux qui n'ont rien travaillent ensemble pour modifier les situations des uns et des autres, afin que les ressources du monde et les talents de l'humanité puissent être utilisés pour le bien commun. Nous pouvons avoir une vision du monde dans laquelle les hommes partagent les dons qu'ils ont reçus les uns et les autres à l'avantage de tous¹.

Par rapport à toutes les idéologies et à toutes les utopies qui séduisent les hommes de tous les continents, la Conférence de Beyrouth voit dans le réalisme chrétien, critique et combatif pour la paix et la justice, le plus authentique des réalismes. Nous osons affirmer, dit-elle, que cette vision n'est pas un mirage².

Cette conférence ne s'est pas contentée d'énumérer des principes. Le rapport donne des indications précises qui fixent pour chacun et pour les diverses institutions des objectifs concrets à leur action. Il n'est pas dans notre propos de les énumérer ici. Car il ne s'agissait, dans cet article, que de montrer le changement d'orientation qui s'opère dans les Eglises chrétiennes du monde entier par rapport aux conceptions traditionnelles. La lecture du Rapport de Beyrouth est du plus haut intérêt pour ceux que préoccupe l'action pratique. Ses directives s'adressent aussi bien aux individus qu'aux organisations ecclésiastiques, aux gouvernements, aux institutions internationales, aux personnes responsables de l'éducation, du commerce, de l'industrie et de la banque, aux partis politiques et aux journalistes. Et il tient compte des situations différentes des pays développés et des nations en voie de développement³.

La Conférence de Beyrouth a malheureusement passé un peu inaperçue aux yeux de la grande presse et des organes d'information. Elle marque pourtant un moment capital dans l'histoire des Eglises puisque, d'une part, c'est la première de ce genre à avoir été convoquée par les organes représentatifs de toutes les con-

¹ *Ibid.*, p. 20 et 21.

² *Ibid.*, p. 21.

³ La brochure contenant le texte de ce rapport peut être obtenue au Conseil œcuménique des Eglises, Service des publications, 150, route de Fernex, 1211 Genève.

fessions chrétiennes du monde et, d'autre part, elle exprime de façon très nette l'orientation nouvelle de l'éthique politique et sociale de ces confessions. Ce relatif incognito tient au fait, comme le note le professeur Gilbert Blardone dans la Revue *Croissance des Jeunes Nations*¹, que les Eglises, encore mal familiarisées avec les moyens modernes de diffusion — presse, radio, cinéma et télévision — n'ont pas su faire en sorte que l'événement ait, dans la presse et sur les ondes, et par là dans l'opinion publique mondiale, le retentissement qu'il méritait et qu'elles souhaitaient lui donner.

Notons, pour terminer, que les experts de cette conférence (formée en grande majorité de laïcs, spécialistes des disciplines économiques et politiques) ont inscrit dans leur rapport ce qu'ils percevaient comme exprimant aujourd'hui les plus hautes exigences de la justice et de la charité chrétienne dans l'existence concrète des peuples de notre temps. Les objectifs qu'ils ont proposés à la conscience des chrétiens sont le produit d'une vision à long terme qui ne peut être réalisée du jour au lendemain. Le vrai réalisme n'est pas un réalisme à courte vue. Aussi commande-t-il de ne pas rejeter purement et simplement tel ou tel d'entre eux sous prétexte qu'il serait irréalisable dans l'immédiat. Il commande bien plutôt de prévoir les étapes successives nécessaires à sa réalisation progressive et lointaine. La politique, pour un chrétien aussi, est l'art du possible. A chaque étape, seul le possible, mais le possible maximum, doit être envisagé; et il doit l'être en tenant compte de la collaboration indispensable de tous ceux qui ne partagent pas les impératifs de la foi chrétienne mais qui sont disposés à travailler, sur le plan temporel, à la réalisation, par étapes, des mêmes objectifs concrets.

¹ N° 78, juin 1968.

CRÉDIT FONCIER VAUDOIS

gérant de la

CAISSE D'ÉPARGNE CANTONALE

garantie par l'Etat

Lausanne et ses agences

Prêts hypothécaires - Dépôts d'épargne - Emission de bons de caisse